

**ROYAUME DU MAROC
MINISTRE DE L'INTERIEUR
WILAYA DE LA REGION CHAOUIA-OUARDIGHA**

CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT



Bilan d'activité annuel du CRI

Année 2007

SOMMAIRE

PREAMBULE	2
I. GUICHET D'AIDE A LA CREATION D'ENTREPRISES :	4
I.1 Certificats Négatifs :.....	4
II.2 Dynamique de création d'entreprises :.....	5
II.3 Programme National d'appui à la création d'entreprises « Moukawalati » :.....	7
II. GUICHET D'AIDE AUX INVESTISSEURS :	9
II.1. Bilan des investissements agréés en 2007 :.....	9
II.2. Investissements étrangers agréés en 2007 :.....	13
II.3. Répartition géographique des investissements agréés en 2007 :.....	14
II.4. Autorisations :	16
III. VOLET PROMOTION ET COMMUNICATION :	17
III.1. Événement majeur : organisation de la deuxième édition de la journée économique de la Région Chaouia-Ouardigha.....	17
III.2. Salons et foires :.....	20
III.3. Coopération et partenariat :	21
III.4. Formation des ressources humaines :.....	21
IV. SYSTEME D'INFORMATION :	22
IV.1. Restructuration du réseau mis en place :	22
IV.2. Réalisation d'un schéma directeur du système d'information du CRI :	22
V. PLAN D'ACTION STRATEGIQUE DU CRI :	23
A N N E X E S	24

PREAMBULE

L'année 2007 a été marquée pour le Centre Régional d'Investissement de la Région Chaouia-Ouardigha par la réalisation d'un bilan exceptionnel dépassant les objectifs fixés dans le domaine de l'investissement. Cette performance est due notamment, à l'arrivée de grands groupes nationaux et internationaux qui projettent la réalisation de grands projets d'investissement, notamment dans les secteurs industriels et touristiques, confirmant ainsi les ambitions industrielles et touristiques de la Région.

Le bilan de l'année 2007, ayant significativement progressé, aussi bien au niveau de la création d'entreprises que sur le plan des investissements et de la promotion de la région.

Ainsi, le CRI a procédé durant cette année à la délivrance de 277 Certificats Négatifs, contre 231 en 2006, soit une progression de (+20%), avec une part qui se situe à 28% du bilan régional en matière de Certificats Négatifs délivrés en 2007. Dans ce même contexte, le CRI a contribué à la création de 331 entreprises contre 271 en 2006, soit une dynamique de création en hausse de (+22%), avec une proportion de 11,4% par rapport au total des créations enregistrées en 2007 au niveau de la Région.

En outre, la gestion des projets relatifs au Programme « Moukawalati » a permis cette année l'instruction par la Commission de sélection qui a tenu 15 réunions au sein du CRI, de 110 dossiers, dont 78 ont été retenus, soit 71% dont une quarantaine de projets ont déjà bénéficié de l'accord de la banque en matière de financement.

Par ailleurs, la Commission Régionale d'Investissement a instruit favorablement 193 projets d'investissement, chiffrant un Montant d'Investissement (MI) global de 20,87 milliards de dhs et 17 237 emplois prévus, et comptant mobiliser une assiette foncière de l'ordre de 1 527 ha.

Par rapport à 2006, ces projets d'investissement se situent à (+25%) en nombre, à (+186%) en MI global, à (+43%) en emplois prévus, et à (-4%) en foncier.

Sur le plan géographique, la répartition provinciale des investissements agréés en 2007, révèle la prédominance cette année de la province de Benslimane qui en accapare 99 projets, soit 51,3% du total avec un montant d'investissement global de 11 milliards de dhs (53%) et 3 224 emplois prévus (19%). La province de Settat, avec 84 projets agréés (soit 43,5%), détient un montant d'investissement global de 9,6 milliards de dhs, soit 46% du total, et compte 13 610 emplois prévus, soit 79%.

S'agissant de la représentativité des investissements étrangers au sein du bilan des projets agréés en 2007, ce type d'investissement a atteint cette année un MI global d'environ 3,4 milliards de dhs, soit une progression de (+217%) par rapport à 2006. De même, la part des investissements étrangers dans le volume total des investissements agréés s'est légèrement améliorée en passant de 15% en 2006 à 16,3% en 2007. A noter que 72% du volume de ces investissements, soit 2,43 milliards de dhs, revient au secteur du tourisme.

Par ailleurs, le CRI a délivré au cours de cette année, 60 autorisations et attestations relatives à certaines activités, notamment dans le secteur minier, touristique, et hôtelier, ainsi qu'à des projets qui prévoient une occupation temporaire du domaine public ou des attestations de vocation non agricole.

En matière de communication et de promotion de la Région, le CRI a participé au cours de l'année 2007, à de nombreux événements, foires et salons au Maroc, notamment aux Intégrales de l'investissement en tant qu'exposant, et a pris part à des missions de coopération économique et de promotion de la région organisées à destination de pays étrangers, notamment la Suisse, la France, la Chine et l'Italie.

Toutefois, l'événement majeur ayant primé dans le cadre des actions de promotion entreprises par le CRI au cours de l'année 2007, consiste en l'organisation de la journée économique de la région Chaouia-Ouadigha sous le thème : « La Région Chaouia-Ouadigha et le Programme Emergence », événement qui a été couronné notamment par la signature d'une convention de partenariat entre l'Etat et la région pour la réalisation de l'étude du pôle de développement industriel et commercial de la Région Chaouia-Ouadigha, dans le cadre des programmes « Emergence » et « Rawaj ».

I. GUICHET D'AIDE A LA CREATION D'ENTREPRISES :

I.1. Certificats Négatifs :

« Une progression de +20% par rapport à 2006 »

Au cours de l'année 2007, le CRI de la Région Chaouia-Ouadigha a procédé à la délivrance de 277 Certificats Négatifs (CN), contre 231 en 2006. Cette activité a enregistré ainsi une progression de (+20%) par rapport à 2006. Par ailleurs le bilan du CRI en matière de CN délivrés en 2007, se situe à une proportion de 28% du bilan régional (988 CN).

Répartition des CN délivrés par le CRI au titre de l'année 2007, par secteur et par forme juridique

Nature juridique	Sociétés Anonymes (SA)	Sociétés à Responsabilité Limitée (SARL)	Sociétés en Nom Collectif (SNC)	Total Personnes Morales PM* (1)	Personnes Physiques PP* (2)	Total (1)+(2)	Parts sectorielles
Secteur d'activité							
Industrie	1	23	1	25	4	29	10%
Agriculture et Pêche	-	11	-	11	2	13	5%
BTP*	-	39	-	39	6	45	16%
EM*	-	-	-	-	-	-	-
Tourisme	-	-	-	-	-	-	-
Artisanat	-	-	-	-	-	-	-
Commerce	-	53	-	53	26	79	29%
Services divers	-	59	-	59	52	111	40%
Total	1	185	1	187	90	277	100%
		99%	1%	68%	32%		
		Par rapport aux PM		Par rapport au total			

*BTP : Bâtiment et Travaux Publics

*EM : Energie et Mines

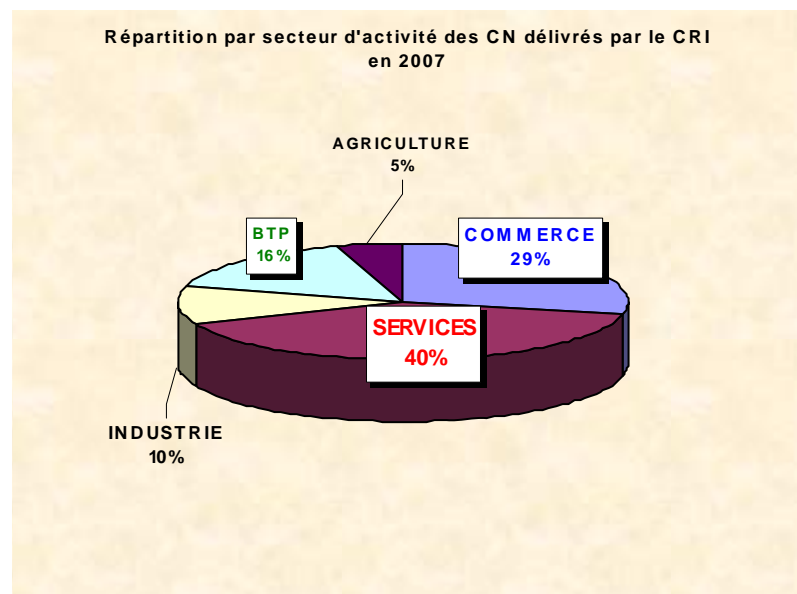
*PM : Personnes Morales

*PP : Personnes Physiques

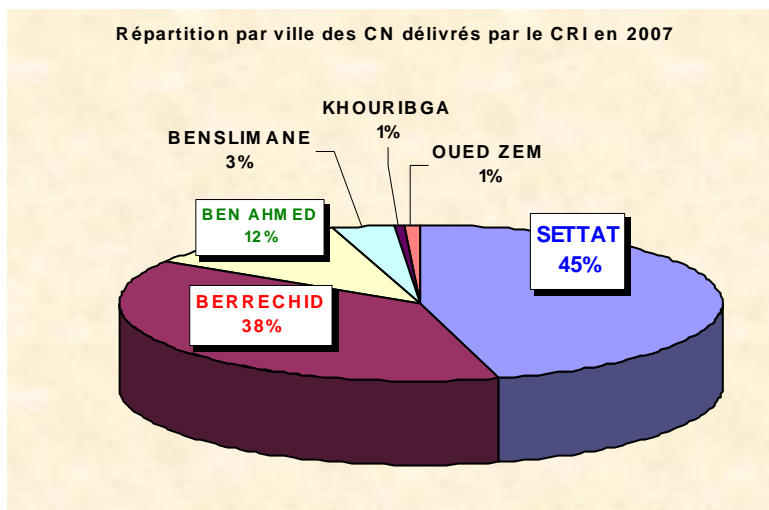
Du point de vue répartition par forme juridique, 68% des CN délivrés concernent les Personnes Morales (PM), soit 187 CN, contre 32% pour les Personnes Physiques (PP), soit 90 CN.

La prédominance de la forme juridique SARL persévère et se confirme davantage en cette année avec un bilan de 185 CN, soit une proportion de 99% parmi les PM, contre 94% en 2006 et 80% en 2005.

La répartition sectorielle des CN délivrés en 2007, montre que le secteur des Services occupe le 1^{er} rang avec 111 CN, soit une proportion de 40%, suivi du secteur du Commerce avec 79 CN (29%), et à une importance moindre par le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) avec 45 CN, soit 16%. Le secteur de l'industrie se place en 4^{ème} position avec une proportion de 10%, soit 29 CN.



A noter que 95% des CN délivrés par le CRI en 2007, soit 264 CN, concerne la province de Settat. Les villes de Settat et Berrechid prédominent en cette matière, avec respectivement 127 CN et 105 CN, soit par conséquent 46% et 38% du total des CN délivrés cette année par le CRI.



II.2. Dynamique de création d'entreprises :

« Une dynamique en hausse de +22% par rapport à 2006 »

Au cours de l'année 2007, le CRI a contribué à la création de 331 entreprises contre 271 en 2006, soit un rythme de création en hausse de (+22%). Ce bilan constitue 11,4% du total enregistré en 2006 au niveau de la Région (2 895 créations).

Bilan des créations effectuées via le CRI Chaouia-Ouarghiga au titre de l'année 2007

Nature Juridique Secteur d'activité	SA	SARL	SNC	Total PM (1)	PP (2)	Total (1)+(2)	Parts sectorielles
	Industrie	-	20	1	21	3	24
Agriculture et Pêche	-	9	-	9	1	10	3%
BTP*	-	47	1	48	6	54	16%
EM*	-	2	-	2	1	3	1%
Tourisme	-	-	-	-	-	-	-
Artisanat	-	-	-	-	-	-	-
Commerce	-	62	-	62	52	114	34%
Services divers	1	72	-	73	53	126	39%
Total	1	212	2	215	116	331	100%
	0,5%	99%	0,9%	65%	35%		
	Parts FJ/PM			Parts FJ/Total			

*BTP : Bâtiment et Travaux Publics

*EM : Energie et Mines

*PM : Personnes Morales

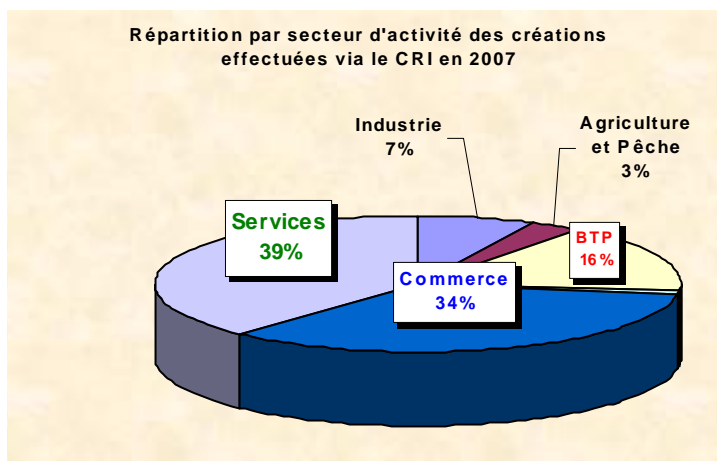
*PP : Personnes Physiques

Du point de vue forme juridique, les créations réalisées via le CRI, alors qu'elles se situaient à des proportions presque égales en 2006 (51% de créations érigées en PP, contre 49% concernant les PM), il s'avère cette année que le nombre d'entreprises constituées sous forme de personnes morales (215 créations, soit 65% du total) a presque doublé celui des créations effectuées en personnes physiques (116 créations, soit 35% du total). Ces proportions sont relativement nuancées par rapport à celles observées au niveau de la répartition du total des créations enregistrées dans la Région. Ainsi, à cette échelle les personnes physiques monopolisent 69% des créations, contre 31% pour les personnes morales.

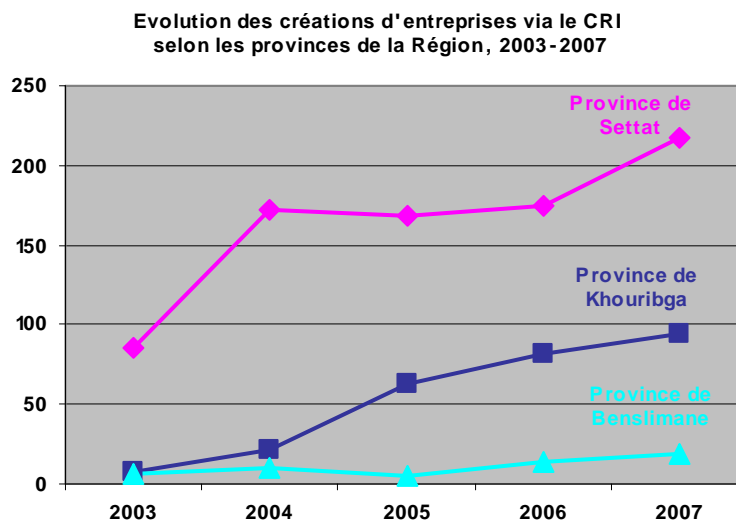
De la même manière que pour le volet concernant les Certificats Négatifs, les créations effectuées par l'intermédiaire du CRI ont attesté ces trois dernières années en faveur du renforcement de la suprématie de la forme juridique SARL en tant que statut devenu présentement privilégié parmi les PM, passant ainsi d'une représentativité au sein des PM de 72,5% en 2005 à 94% en 2006, pour atteindre cette année une proportion de 99% (212 créations). Ces performances enregistrées par la SARL se confirment par rapport au bilan total des créations dans la Région (98% de créations SARL parmi les personnes morales).

De ce fait, et suite aux tendances observées quant au choix de la forme juridique SARL, les créations effectuées cette année sous forme de personnes morales ont accusé globalement une hausse considérable évaluée à (+63%) par rapport à 2006, contre une nette régression (-16,5%) des créations sous forme de personnes physiques.

S'agissant des secteurs concernés par les créations effectuées par l'intermédiaire du CRI en 2007, la répartition a respecté le même schéma de distribution que celui des Certificats Négatifs. Ainsi, le secteur des Services vient en 1^{ère} place avec 39% du total (126 créations), suivi de près par le secteur du Commerce avec 34% (114 créations) et de loin par le secteur du BTP avec 16% (54 créations). Quant au secteur de l'industrie, il se situe à la 4^{ème} place avec une proportion de 7% (24 créations).



En ce qui concerne l'évolution des créations d'entreprises via le CRI entre 2003 et 2007, comme illustrée dans le graphe ci-contre, la province de Settat a enregistré sur cette période le plus grand nombre de créations dans la Région (818, soit 72%). Le nombre de créations par année au niveau de cette province a franchi en 2007 la barre des 200 créations par année (217), avec une moyenne de près de 164 créations par an sur la période 2003-2007, contre 54 pour la province de Khouribga et 11 pour la province de Benslimane.



Statistiques par province des créations d'entreprises effectuées via le CRI, 2003-2007

Province	2003	2004	2005	2006	2007	Cumul	Evolution 2007/2006	%
Settat	86	172	168	175	217	818	24%	72%
Khouribga	8	21	63	82	95	269	16%	24%
Benslimane	6	10	5	14	19	54	36%	5%
Total	100	203	236	271	331	1141	22%	

L'évolution du cumul des créations effectuées par l'intermédiaire du CRI entre 2003 et 2007 à l'échelle des villes, montre qu'au sein de la province de Settat, la ville de Berrechid détient 64% du total des créations, soit 521 créations, contre 33% à la ville de Settat, soit 269 créations et 3% à la ville de Ben Ahmed, soit 28 créations.

Pour ce qui est des provinces de Khouribga et Benslimane, la grande majorité des créations sont situées au niveau des villes chefs lieu respectifs de ces deux provinces, soit 90% à la province de Khouribga (241 créations) et 100% à la ville de Benslimane (54 créations).

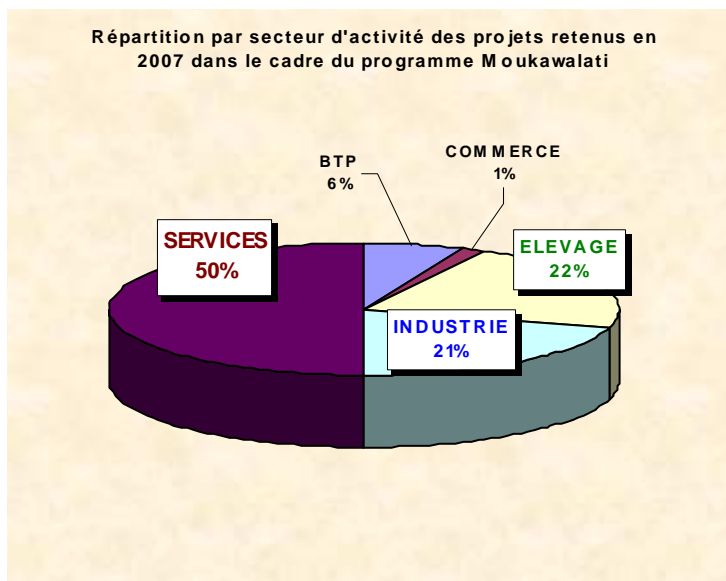
	Tribunal	Créations 2003-2007	%
Province de Settat	Settat	269	33%
	Berrechid	521	64%
	Ben Ahmed	28	3%
	Total province	818	72%
Province de Khouribga	Khouribga	241	90%
	Oued Zem	15	6%
	Bejaâd	13	5%
Total province	269	24%	
Province de Benslimane	Benslimane	54	100%
	Total province	54	5%
Région Chaouia-Ouardigha		1 141	

II.3. Programme National d'appui à la création d'entreprises « Moukawalati » :

En raison de l'importance que revêt le programme « Moukawalati » dans la dynamique de création de petites entreprises en particulier par les jeunes diplômés, le Centre Régional d'Investissement a largement vulgarisé cette démarche par des actions de sensibilisation relatives aux missions et aux objectifs de ce programme.

Le bilan des travaux de la Commission de sélection instituée à l'échelon régional, et qui a été arrêté au 27 septembre 2007, s'est établi à l'issue des 15 réunions tenues au titre de l'année 2007, à un total de 110 dossiers déposés, dont 78 ont été retenus, soit 71%.

La répartition par secteur d'activité des dossiers retenus dans ce cadre, montre la prédominance du secteur des services qui représente 50% de ce bilan, soit 39 dossiers retenus. Les projets intéressant les activités liées aux secteurs de l'élevage et de l'industrie englobent pratiquement le reste, avec des parts presque égales, soit respectivement 22% (17 dossiers retenus) et 21% (16 dossiers retenus). Le secteur du BTP est faiblement représenté avec 5 dossiers retenus, soit 5%.



Par rapport à 2006, année du lancement de ce programme, ces chiffres se situent à (-52%) en terme de dossiers déposés et à (-45%) sur le plan des dossiers retenus.

De ce fait, les résultats actuels enregistrés au niveau de la région sont loin des objectifs initiaux affichés et des ambitions du CRI et des acteurs locaux, d'autant plus que les perspectives de croissance pour les prochaines années augurent d'un éventuel ralentissement par rapport à la phase de démarrage du programme en 2006. Ainsi, il y a lieu de signaler que la contrainte majeure à laquelle bute le programme « Moukawalati » réside dans les difficultés rencontrées en aval par les porteurs de projets en matière d'accès au financement. Les organismes de financement et leurs mécanismes n'ont donc pas produit l'effet de levier auquel s'attendaient les acteurs locaux. A cela s'ajoute l'effet de quelques facteurs déterminants de cette situation, à savoir :

- Manque de culture entrepreneuriale et d'idées innovantes chez les porteurs de projets qui voient le programme « Moukawalati » sous une logique plutôt sociale, et en tant que moyen conçu pour la résorption du chômage, alors qu'il s'agit d'une matière foncièrement économique et partant un acte productif de valeur ajoutée ;
- Absence d'un système d'information fiable et efficace, à coupler avec un projet d'observatoire régional, supportant l'ensemble du programme « Moukawalati » et qui servira par ailleurs à assurer le reporting tant au comité national qu'aux comités régionaux ;
- Le secteur agricole dans la région ne profite pas de la dynamique économique instaurée par le programme « Moukawalati », alors qu'il manque d'activités modernes et structurées.

Une nouvelle approche du programme s'impose alors en mettant à contribution d'autres leviers d'action. Ainsi, au regard des données nationales d'appréciation objective en la matière et sur la base du quotidien vécu au sein du CRI, les recommandations suivantes peuvent être formulées :

- Préparation d'un plan de communication régional et activation de la communication entre les guichets-conseil et les banques ;
- Implication directe et effective de tous les responsables des services extérieurs pour la réussite de ce programme ;

- Élaboration d'une stratégie régionale pour la promotion de la création d'entreprises avec des objectifs clairs et précis ;
- Réalisation de cartes économiques (données sectorielles) de la région pour relever les possibilités qu'elle offre et les contraintes identifiées. Cet exercice permettra d'aiguiller les investisseurs vers des niches et des secteurs à grands potentiels ;
- Mise en œuvre d'un système informatique adéquat, fiable et mise en place d'une banque de projets ;
- Développement et promotion des structures d'accompagnement à la création d'entreprises ;
- Création d'un plateau industriel destiné à accueillir les porteurs de projets et mis en place de plateformes commerciales pour la domiciliation ;
- Mise en place de formations adéquates et adaptées aux jeunes entrepreneurs ciblant la création d'entreprises ;
- Incitation des grandes entreprises publiques et privées à s'inscrire davantage dans une logique d'externalisation et de sous-traitance, synonyme de développement d'opportunités d'affaires au profit des petites entreprises ;
- Etc.

Sur le plan du processus de financement des projets, il y a lieu d'insister sur la nécessité d'apporter de plus amples facilités, à savoir :

- Conception de l'architecture générale du processus de financement des projets éligibles au sens des exigences de simplicité et de flexibilité en vue de garantir les meilleures conditions possibles de mise en œuvre d'une offre intégrée de financement et d'accompagnement ;
- Accélération du processus d'étude des projets par les banques, pour faciliter ainsi le déblocage des crédits au profit des porteurs de projets retenus ;
- Intégration du micro crédit parmi les outils de financement de ces projets ;
- Extension du cadre d'éligibilité des porteurs de projets « Moukawalati » pour atteindre également les personnes sans diplômes ;
- Etc.

II. GUICHET D'AIDE AUX INVESTISSEURS :

II.1. Bilan des investissements agréés en 2007 :

« Des projets d'investissement en progression de +25% en nombre, +186% en volume et avec des opportunités d'emploi de +43% par rapport à 2006 »

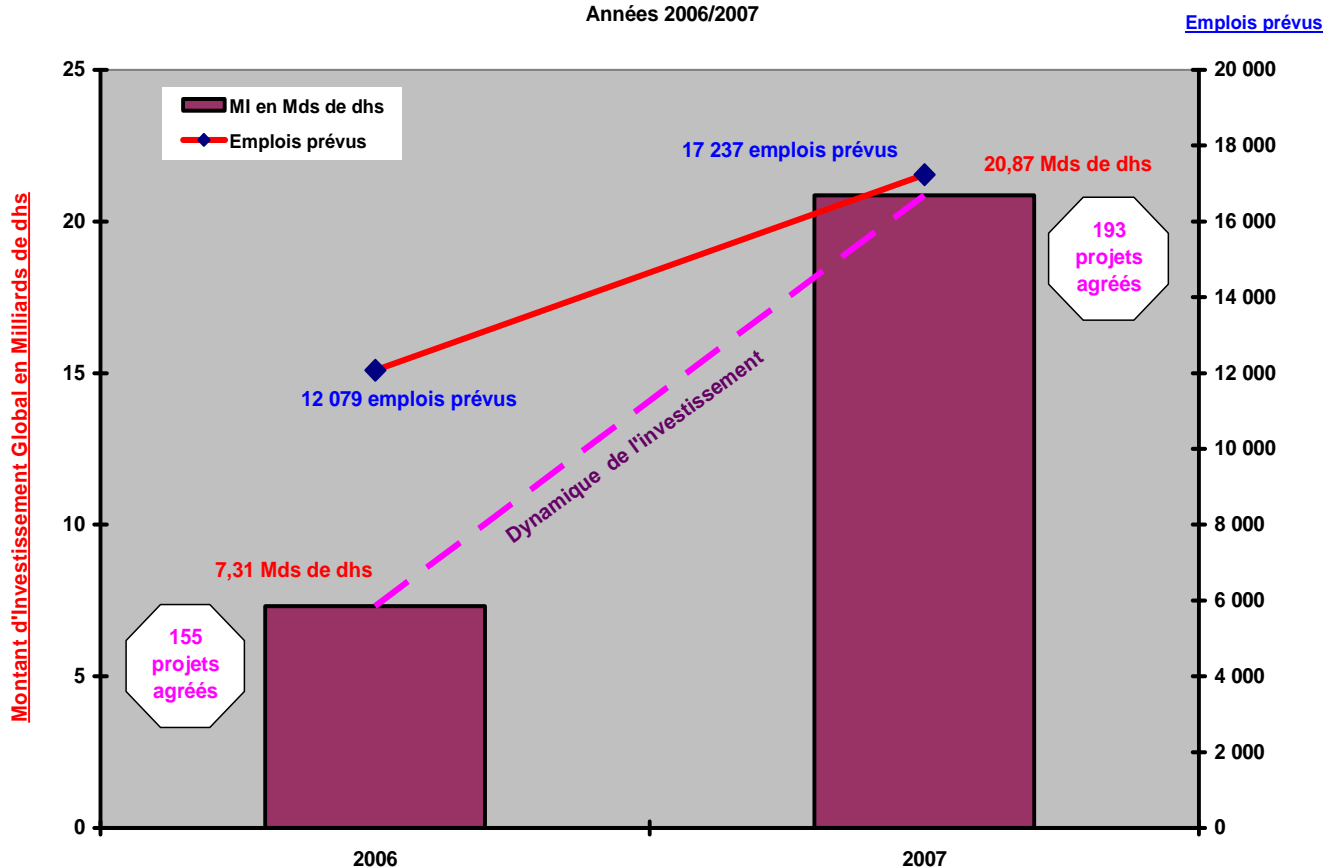
En 2007, le Centre Régional d'Investissement a instruit favorablement 193 projets d'investissement, chiffrant un Montant d'Investissement (MI) global de 20,8 milliards de dhs et 17 237 emplois prévus, et comptant mobiliser une assiette foncière de l'ordre de 1 527 ha.

Répartition des projets agréés en 2007 par secteur d'activité selon leur nombre, le MI, la superficie occupée et les emplois prévus

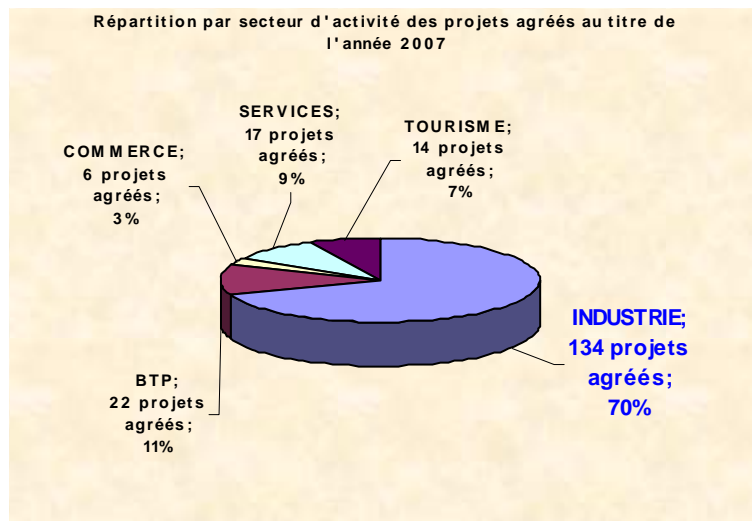
Secteurs d'activité	Projets agréés en 2007			
	Nombre de projets	Coût en MDH	Emplois prévus	Superficie occupée en ha
Industrie (1)	134	4 813,64	7 566	314
Industrie du textile et cuir	16	391,56	1 273	4
Industrie agroalimentaire	22	346,31	1 300	83
Industrie du bois, papier et carton	9	179,66	607	16
Industrie métallique métallurgique et électrique	53	1 040,22	1 562	48
Industrie chimique et para chimique	34	2 855,89	2 824	163
Autres secteurs (2)	59	16 052,65	9 671	1 213
Bâtiment et travaux publics	22	2 220,82	2 142	265
Energie et mines	-	-	-	-
Tourisme	14	11 363,40	1 902	605
Commerce	6	84,17	209	5
Services divers	17	2 384,26	5 418	338
Total = (1) + (2)	193	20 866,29	17 237	1 527

Par rapport à 2006, ces projets d'investissement se situent à (+25%) en nombre, à (+186%) en MI global, à (+43%) en emplois prévus, et à (-4%) en foncier.

Evolution des investissements agréés par le CRI de la Région Chaouia-Ouadigha
Années 2006/2007

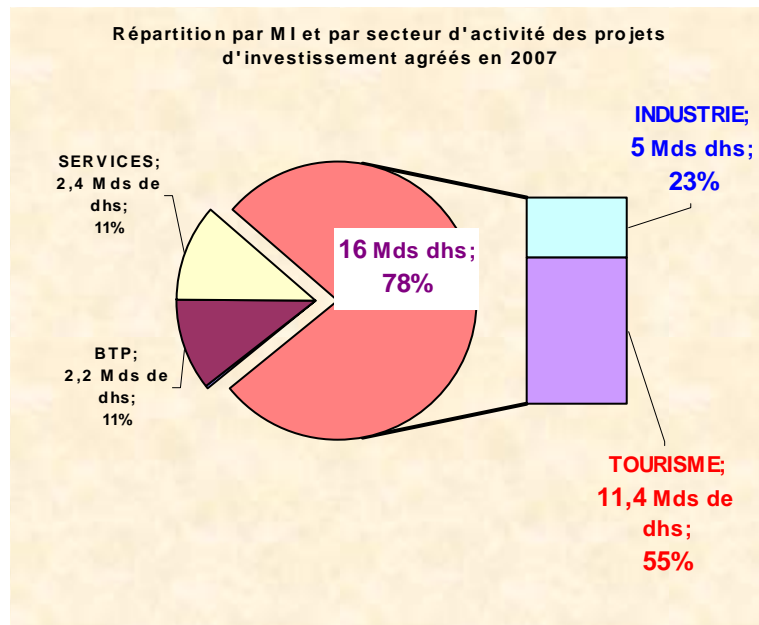


S'agissant de la répartition par secteur d'activité des projets d'investissement agréés en 2007, le secteur de l'industrie se positionne au 1^{er} rang avec 69% du nombre total des projets, soit 134 projets, suivi du secteur du BTP avec 11% des projets (22 projets) et des secteurs des Services et du Tourisme avec respectivement 9% (17 projets) et 7% (14 projets). Le secteur du Commerce présente seulement 3% des projets agréés, soit 6 projets d'investissement.



Par ailleurs, les activités les plus représentées en terme de nombre de projets instruits favorablement en 2007 dans le secteur industriel, relèvent des secteurs de l'Industrie Métallique, Métallurgique et Electrique (IMME) qui a devancé cette année le secteur de l'Industrie Chimique et Para-chimique (ICPC) situé alors au 2^{ème} rang, et de l'Agro-alimentaire (IAA) en 3^{ème} position, avec respectivement 40% des projets industriels (53 projets), 25% (34 projets) et 16% (22 projets).

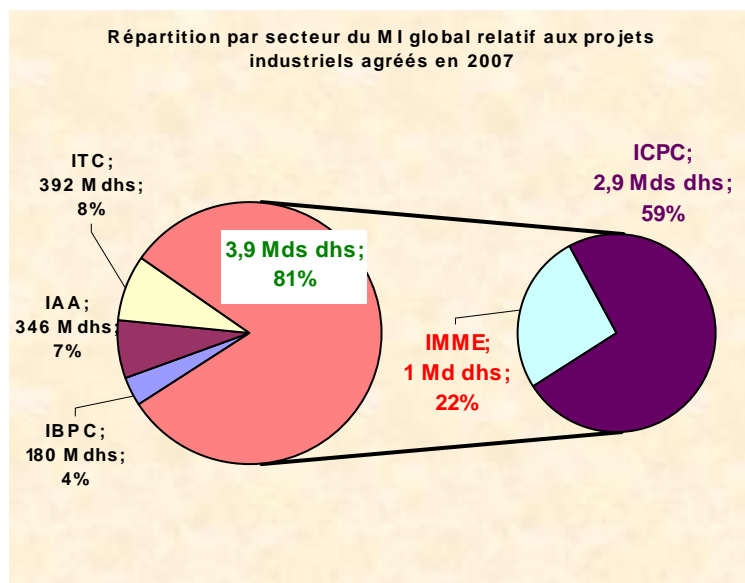
En termes de montants d'investissement engagés, deux secteurs d'activité sont plus ou moins prépondérants. Ainsi, le secteur du tourisme vient cette année en tête avec 11,4 milliards de dhs, soit 55% du MI global, suivi par le secteur industriel avec près de 5 milliards de dhs, soit 23% du MI global. Les secteurs des services et du BTP occupent pratiquement la même position avec respectivement 2,4 et 2,2 milliards de dhs, soit 11% chacun.



A noter que les performances réalisées cette année par le secteur du tourisme en terme de volume d'investissements drainés, lui ont été conférées par les grandes opérations touristiques initiées d'une part à la province de Benslimane, notamment par Chaabi Lil Iskane, filiale du Groupe Chaabi, et aussi par la société SEPGP et la société Elite Parcs pour un volume global de 7,8 milliards de dhs. Situation renforcée d'autre part, par la contribution du projet d'animation touristique initié par le Groupe espagnol Mahersol à Sidi Rahal Chatia (province de Settat) pour un MI de 2,2 milliards de dhs.

Ces importantes opérations touristiques comptent à elles seules pour environ 10 milliards de dhs, soit 88% du MI global relatif au secteur touristique, et 48% du volume total des investissements agréés en 2007.

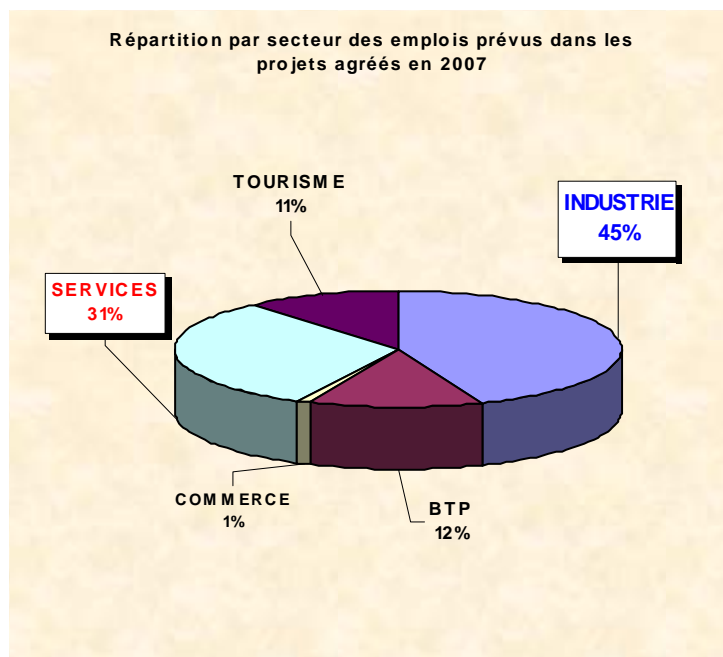
En ce qui concerne le secteur industriel qui a pu drainer cette année près de 5 milliards de dhs d'investissement, et qui se situe en 2^{ème} position du point de vue volume global des investissements, il doit ce bilan essentiellement aux projets industriels agréés d'une part dans le secteur de l'ICPC pour une proportion de 59%, soit près de 2,9 milliards de dhs, et d'autre part dans le secteur de l'IMME pour une contribution de 22%, soit un peu plus d'un milliard de dhs. Ces deux secteurs assurent donc à eux seuls près de 4 milliards de dhs d'investissement, soit 81% du MI global totalisé par les projets industriels agréés en 2007.



La dimension des investissements agréés en 2007 dans le secteur de l'ICPC a été favorisée particulièrement par l'importance de l'investissement projeté par la filiale Ciments de l'Atlas du Groupe Addoha, dans le cadre d'un projet de cimenterie à la zone de Ben Ahmed pour un montant d'investissement de 1,8 milliard de dhs. Et d'autre part par la contribution de deux projets agréés dans le secteur de la céramique : l'un concernant l'implantation par la filiale Super Cérame S.A du groupe Chaabi, d'une unité de fabrication de produits céramiques à Lambarkiyine (Province de Settat) pour un investissement de 160 millions de dhs ; et un autre projet concernant l'extension de l'unité Roca Maroc S.A pour un investissement de 300 millions de dhs.

D'un autre côté, l'apport du secteur de l'IMME dans le volume des investissements industriels agréés cette année a été favorisé grâce essentiellement à deux projets de laminoirs : le premier est initié à Lambarkiyine (Province de Settat) par la filiale Ynna Steel du groupe Chaabi, pour un investissement de 600 millions de dhs ; et le deuxième est présenté à Lakhyayta (Province de Settat) par la société Comalam S.A, pour un investissement de 284 millions de dhs. D'autre part, le secteur de l'IMME a été concerné par de nombreuses opérations d'extensions d'activités. Les plus importantes sont projetées par les sociétés Valeo et Sews Cabind, spécialisées dans le câblage automobile, pour un investissement global de près de 200 millions de dhs.

En termes d'emplois prévus dans les projets ayant reçu l'avis favorable en 2007, c'est le secteur industriel qui détient la grande part avec 7 566 emplois prévus, soit 45% du chiffre global, suivi du secteur des services qui réunit 5 418 emplois prévus, soit 31% du total.

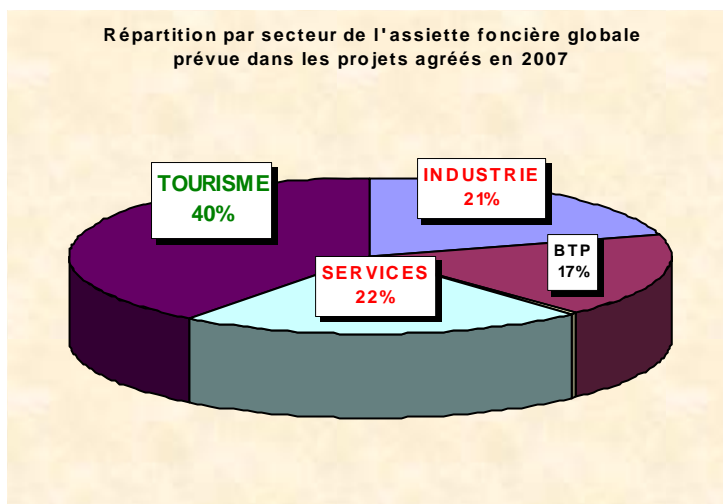


A noter que les performances attribuées cette année au secteur des services en terme d'emplois prévus, lui ont été occasionnées par le projet de parc industriel à Tamadrost (province de Settat) présenté par le Syndicat intercommunal Tanmia. Ce projet considéré en tant que plateforme logistique de services aux entreprises, prévoit créer 5 000 emplois, soit 92% des emplois prévus dans les projets agréés au sein du secteur des services.

Par ailleurs, les secteurs industriels les plus prépondérants en matière d'emplois prévus sont l'ICPC et l'IMME, avec respectivement 2 824 et 1 562 emplois prévus, soit des parts respectives de 37% et 21% dans le bilan des emplois envisagés dans les projets industriels agréés en 2007.

Quant aux secteurs de l'IAA et de l'ITC, leur apport dans ce bilan se situe respectivement autour de 17% du total des emplois industriels prévus, soit près de 1 300 emplois chacun.

S'agissant des terrains support des projets instruits favorablement en 2007, tout d'abord il est à préciser que 48% du foncier destiné à recevoir les projets agréés en 2007 sont des terrains privés, soit 623 ha. Ce patrimoine concerne 36% des projets agréés, soit 69 projets. D'un autre côté, les terrains domaniaux concernés par 11 projets, et les terrains collectifs support de 5 projets, représentent chacun 26% de l'assiette foncière globale à mobiliser, soit respectivement une superficie de près de 400 ha.



Par ailleurs, sur le plan sectoriel, la part la plus importante des prévisions foncières concernant les projets agréés en 2007, est accaparée par le secteur du tourisme avec 605 ha, soit 40% de la superficie totale. Ceci est en rapport avec les opérations touristiques projetées sur de grandes superficies aux provinces de Benslimane et Settat (quatre grands projets, cf. page n° 9). Ces projets nécessiteraient une superficie globale de 522 ha, soit 34% de l'assiette foncière totale à mobiliser pour les projets agréés cette année, et 86% de la superficie requise par le secteur du tourisme.

Le secteur des services vient en 2^{ème} position avec 22% de l'assiette foncière globale, soit 338 ha. Le projet de parc industriel à Tamadrost (plateforme logistique de services aux entreprises), requiert plus de la moitié de cette superficie (53%), soit 178 ha.

Quant aux projets industriels, il est envisagé la mobilisation de 21% de l'assiette foncière globale, soit 314 ha. Cette superficie est projetée à une proportion de 96% en dehors des zones industrielles (ZI), soit une superficie de 301 ha. La grande partie de cette superficie (160 ha), soit 53%, est visée par les projets relevant du secteur de l'ICPC, suivi par le secteur de l'IAA qui mobiliserait 26% du foncier concerné par les projets industriels agréés situés hors ZI, soit 79 ha, et par le secteur de l'IMME avec 15%, soit 45 ha.

ZI	Nbre de lots attribués en 2007	%
ZAE Benslimane	77	75%
ZI Soualem-Sahel	23	23%
ZI Ben Ahmed	2	2%
Total	102	

D'un autre côté, 13 ha environ, soit près de 1% de l'assiette foncière totale prévue pour les projets agréés, sont destinés aux projets envisagés dans les ZI et zones d'activités économiques en 2007. Cette superficie se répartit sur 102 lots qui ont été attribués en 2007. La part la plus importante de ces lots (77 lots, soit 75%) concerne la zone d'activité économique de Benslimane.

Du point de vue répartition sectorielle des projets envisagés sur les lots attribués en 2007, 48% de ces lots, soit 49 lots, sont destinés à des activités relevant du secteur de l'IMME, contre 16 lots pour chacun des secteurs de l'ICPC et de l'IAA et 14 lots pour le secteur de l'ITC.

Dans ce même contexte de foncier, le secteur du BTP devrait nécessiter cette année près de 265 ha, soit 17% de la superficie totale susceptible d'être mobilisée par les projets agréés.

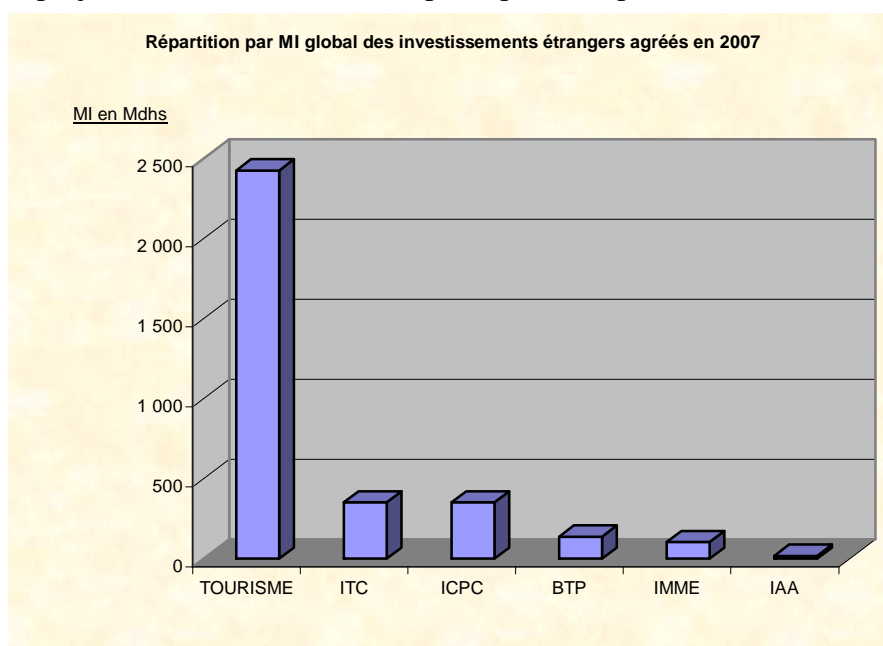
A noter que 69% de l'assiette foncière réservée au BTP, soit 138 ha, concerne des projets de lotissements (12 projets, dont 8 prévus à la province de Settat et 4 à la province de Khouribga).

II.2. Investissements étrangers agréés en 2007 :

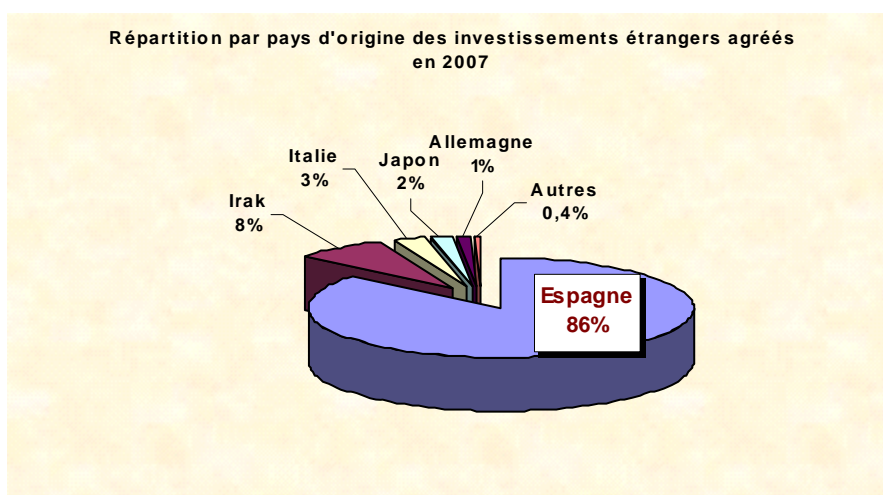
« 16% du MI global relatif aux projets agréés en 2007, dont 72% drainé par le secteur du tourisme »

Le bilan des investissements étrangers agréés en 2007 (13 projets), a fait ressortir un MI global d'environ 3,4 milliards de dhs, soit une progression de (+217%) par rapport à 2006. De même, la part des investissements étrangers dans le volume total des investissements agréés s'est légèrement améliorée en passant de 15% en 2006 à 16,3% en 2007. Ces investissements envisagent mobiliser une superficie globale de 243 ha, soit 16% de l'assiette foncière totale prévue dans les projets agréés en 2007, avec un potentiel d'emplois de l'ordre de 2 335 postes, soit 14% du total prévu cette année. En ce qui concerne la situation géographique, ces projets se répartissent en 11 projets situés dans le ressort territorial de la province de Settat et 2 projets prévus à la province de Benslimane.

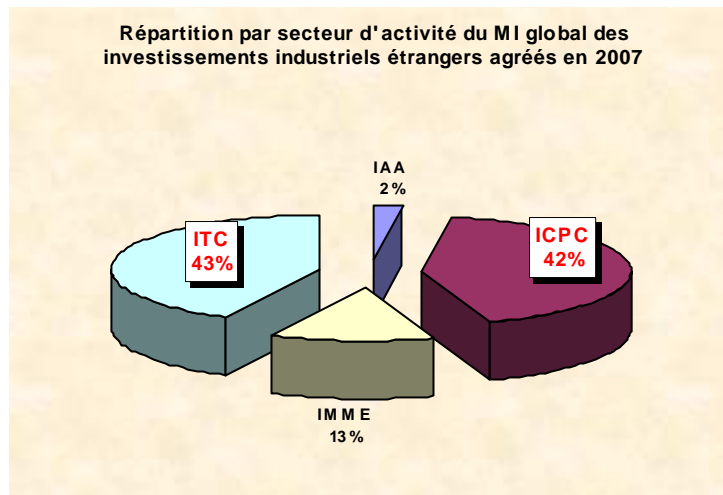
Et pareillement à l'année précédente, le secteur du tourisme s'avère prépondérant cette année encore avec 2,43 milliards de dhs, et ce en dépit du nombre réduit de projets qu'il englobe au sein de ce type d'investissement (3 projets seulement). D'autant plus que sa représentativité dans le volume des investissements étrangers, s'est consolidée davantage en passant d'une proportion de 65% en 2006 à 72% en 2007. En outre, le secteur du tourisme détient 86% de l'assiette foncière globale requise par les investissements étrangers agréés en 2007, soit 243 ha. Cependant, sa contribution aux opportunités d'emploi envisagées à travers ces investissements se limite seulement à 13% du total prévu dans ce cadre, soit 309 emplois.



A noter que du point de vue origine des investissements étrangers agréés en 2007, 86% du volume de ces investissements revient à l'Espagne, soit près de 3 milliards de dhs, pour 4 projets d'investissement agréés, dont le plus important est celui initié à Sidi Rahal Chatia (province de Settat), par le Groupe Mahersol pour la réalisation d'un complexe touristique et résidentiel sur une superficie de 200 ha. Ce projet qui compte drainer un montant d'investissement de 2,2 milliards de dhs, contribue à 74% au bilan de ces investissements espagnols, et à 64% au MI global relatif à l'ensemble des investissements étrangers agréés cette année.



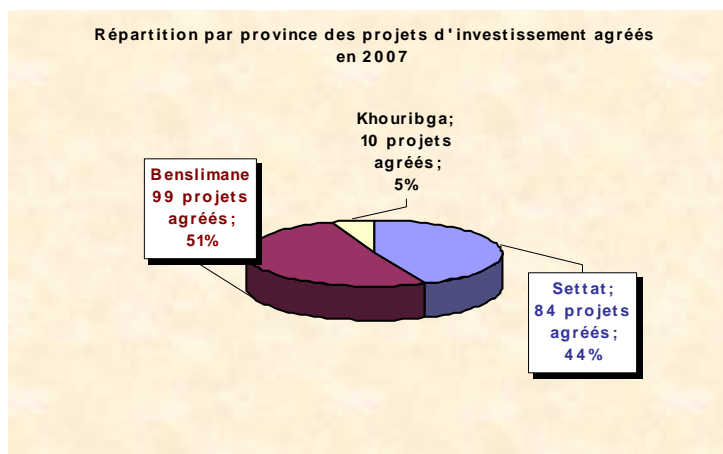
Pour ce qui est des investissements industriels émanant de promoteurs étrangers, il est à souligner que 10 projets concernant ce type d'investissement ont été agréés en 2007. Ces projets comptent drainer un montant d'investissement global de l'ordre de 966 millions de dhs, soit 28% du montant global relatif aux investissements étrangers agréés en 2007. Les opportunités d'emploi recensées dans le cadre des investissements industriels étrangers agréés, ont atteint 2 026 emplois prévus, soit 87% du chiffre prévu dans la totalité des investissements étrangers agréés cette année. L'assiette foncière à mobiliser par ces investissements industriels étrangers est évaluée à 34 ha, soit 14% de la superficie totale destinée aux investissements étrangers agréés en 2007.



II.3. Répartition géographique des investissements agréés en 2007 :

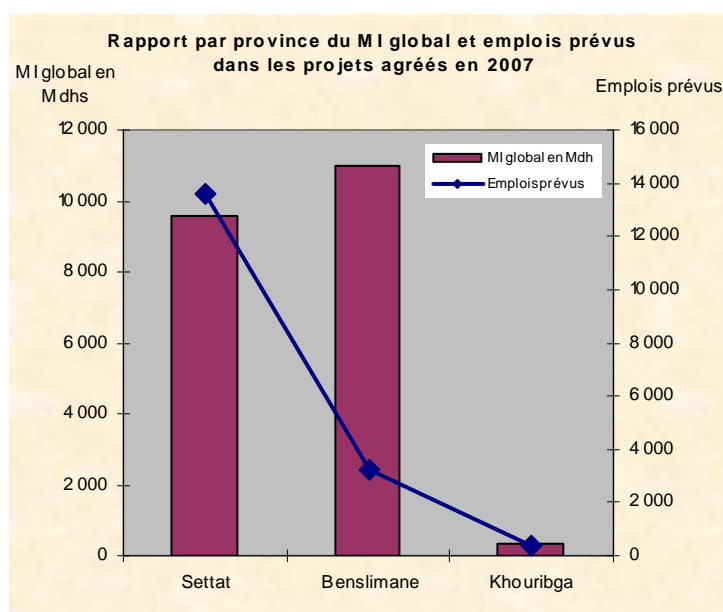
« La province de Benslimane détient 51% des projets agréés en 2007 et 53% du MI global »

La répartition géographique des projets d'investissement agréés en 2007, révèle la prédominance cette année de la province de Benslimane qui en détient 51%, soit 99 projets. Ces investissements comptent drainer un MI global de l'ordre de 11 milliards de dhs, soit 53% du total prévu en 2007, envisagent créer 3 224 emplois, soit 19% des emplois prévus en 2007, et prévoient mobiliser une superficie globale de 466 ha, soit 31% de l'assiette foncière totale projetée cette année.



La province de Settat vient en 2^{ème} position avec 84 projets, soit 44% du total des projets agréés en 2007. Ces investissements suggèrent un MI global de 9,6 milliards de dhs, soit 46% du MI total, avec un potentiel d'emplois prévus de 13 610 postes, soit 79% du total prévu en 2007, et sont attendus sur une superficie globale de 938 ha, soit 61%.

Quant à la province de Khouribga, elle est relativement moins représentée en termes de projets agréés en 2007 du fait qu'elle n'a attiré cette année que 10 projets, soit 5% du total, avec un MI global de 339,4 millions de dhs, soit 2%, pour une superficie projetée de 123 ha, soit 8%, et 403 emplois prévus, soit 2%.



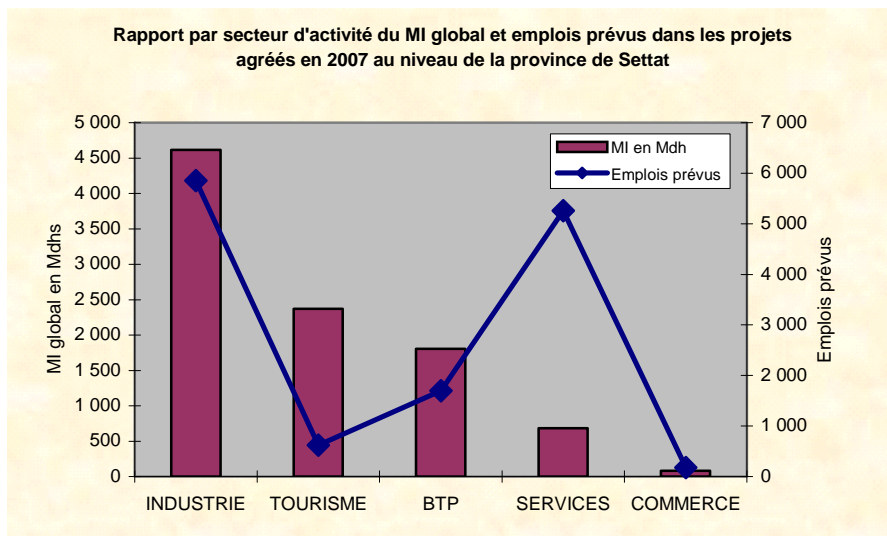
Et comme a été le cas en 2006, l'essor du secteur industriel se poursuit au niveau de la province de Settat, avec 63% des 84 projets agréés en 2007 à l'échelle de cette province, soit 53 projets industriels. Le secteur de l'ICPC en détient 21 projets, soit 40% des projets industriels attendus en

2007 dans la province de Settat. L'IAA, avec 15 projets, capitalise une proportion de 28% des projets industriels prévus dans la province de Settat en 2007. Par ailleurs, le secteur du BTP occupe la 2^{ème} place après le secteur industriel avec 14 projets, soit 17% des projets prévus dans la province de Settat en 2007. Le secteur des services enregistre une modeste présence au niveau des projets agréés en 2007 dans la province de Settat avec 9 projets, soit une part de 11%.

En ce qui concerne la répartition du MI global projeté en 2007 à la province de Settat (9,6 milliards de dhs), la part la plus importante est attribuée au secteur industriel avec 48% du MI global prévu dans cette province, soit 4,6 milliards de dhs. Le secteur de l'ICPC en accapare la plus grande partie avec 58% du bilan industriel au niveau de la province de Settat, soit 2,7 milliards de dhs.

Plus loin après le secteur industriel, se place en 2^{ème} position le secteur du tourisme, qui même avec seulement trois projets agréés au niveau de la province de Settat, il suggère 25% du MI global enregistré au niveau de cette province, soit 2,4 milliards de dhs. Le secteur du BTP chiffre cette année 19% du MI global des investissements agréés au niveau de la province de Settat avec 1,8 milliard de dhs.

En terme d'emplois prévus dans les projets agréés en 2007 dans la province de Settat (13 610 emplois), il a été constaté que les projets industriels dégagent 43%



de ce potentiel, soit 5 855 emplois prévus, suivis des projets relevant du secteur des services qui se manifestent dans cette province avec une proportion de 39%, soit 5 261 emplois prévus, et de ceux du secteur du BTP qui prévoient créer 1 699 emplois, soit 12% du total prévu dans la province de Settat.

A noter que les opportunités d'emploi prévues dans les projets industriels agréés en 2007 au niveau de la province de Settat plaident en faveur de la prédominance en la matière du secteur de l'ICPC qui compte 42% de ces opportunités, soit 2 452 emplois prévus.

En matière de superficie prévue pour la réalisation des projets agréés en 2007 à la province de Settat (938 ha), les secteurs des services et de l'industrie se positionnent cette année pratiquement en 1^{ère} place, en totalisant respectivement 285 ha et 282 ha, soit 30% chacun. Pour le secteur industriel, 47% de l'assiette foncière globale attribuée aux projets industriels agréés dans la province de Settat est destinée au secteur de l'ICPC, soit 132 ha.

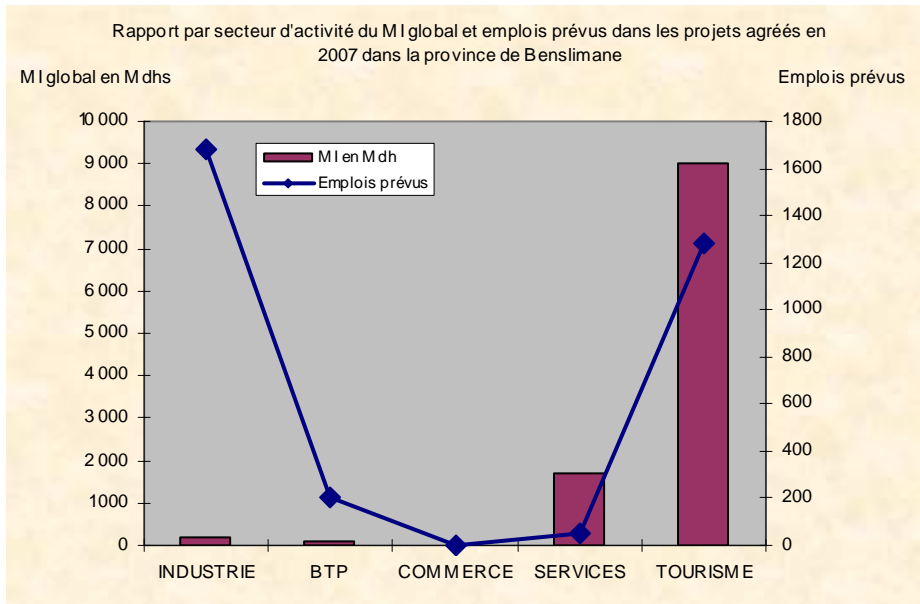
Après l'industrie, vient juste derrière, le secteur du BTP avec 24% de la superficie globale prévue dans cette province, soit 223 ha.

En ce qui concerne la province de Benslimane, la répartition sectorielle des projets agréés en 2007 à ce niveau (99 projets), renvoie aussi à une prédominance du secteur industriel avec 80 projets, soit 81% des projets agréés en 2007 au niveau de cette province. Le secteur de l'IMME est relativement le plus représenté au niveau des projets industriels agréés dans cette province, avec 56%, soit 45 projets agréés. Les secteurs de l'ICPC et de l'IAA, avec chacun 12 projets agréés, ils présentent respectivement des proportions de 15% parmi les projets industriels agréés dans la province de Benslimane. Par ailleurs, le secteur du tourisme contribue à 11% aux projets agréés dans cette province en 2007, soit 11 projets.

S'agissant des MI engagés par les projets agréés dans la province de Benslimane, il s'avère que le secteur du tourisme monopolise 82% du chiffre prévu dans cette province, soit près de 9 milliards de dhs. Le secteur des services contribue à 15% au volume des investissements agréés au niveau de cette province, avec 1,7 milliard de dhs.

Pour les emplois prévus par les projets agréés dans la province de Benslimane,

les secteurs de l'industrie et du tourisme réunissent à eux seuls la quasi-totalité de ces opportunités avec respectivement 52% et 40% des apports, soit des prévisions de 1 681 et 1 282 emplois. Le secteur des IMME participe à 43% aux emplois prévus dans les projets industriels agréés au niveau de cette province, soit 726 postes.



Quant à la superficie mobilisable par les projets agréés en 2007 dans la province de Benslimane, le secteur du tourisme en détient l'essentiel avec 82%, soit 382 ha.

En ce qui concerne la province de Khouribga, le secteur du BTP, avec 5 projets agréés au niveau de cette province, englobe d'une part 91% du MI global enregistré à cette échelle, soit près de 310 millions de dhs, et d'autre part 98% de la superficie globale à mobiliser à ce niveau, soit 120 ha. D'autant plus que ce secteur réunit 59% des emplois prévus, soit 236 postes.

Par ailleurs, l'industrie n'est représentée au niveau de la province de Khouribga que par un seul projet agréé dans le secteur de l'ICPC pour un MI de 10,6 millions de dhs, soit 3% du MI global relatif aux projets agréés en 2007 à l'échelle de cette province. Ce projet prévoit créer 30 emplois, soit 7% du total prévu dans cette province, et compte mobiliser une superficie de 2 ha, soit 2% de l'assiette foncière globale projetée à ce niveau en 2007.

II.4. Autorisations :

Parallèlement aux activités liées à la création d'entreprises et à l'instruction des projets d'investissement, le CRI de la Région Chaouia-Ouadigha a contribué en 2007 à l'étude de différentes demandes d'autorisations et d'attestations relatives notamment aux secteurs minier, hôtelier et touristique, ainsi que des demandes d'Attestation de Vocation Non Agricole (AVNA) pour certains projets situés en dehors du périmètre urbain des villes de la Région.

Ces autorisations et attestations sont délivrées à l'issue d'un accord prononcé suite à l'examen des dossiers y afférent dans le cadre de commissions spécifiques.

A ce titre, 7 autorisations ont été délivrées par le CRI concernant la recherche minière. Deux d'entre elles se rapportent à l'approbation des programmes de recherche minière, 4 à l'institution de permis de recherche minier et une autorisation de renouvellement de permis de recherche minier. En outre, cette activité a concerné 20 autorisations d'occupation temporaire du domaine public routier.

Aussi, le CRI a délivré 2 attestations de classement touristique concernant un hôtel et un restaurant, en plus de 2 autorisations de débits de boissons, dont une destinée à une opération de transfert.

D'un autre côté, le CRI a délivré 29 AVNA pour une superficie globale de près de 224 ha, dont 85 ha, soit 38%, concernent des terrains tenus dans le cadre du projet touristique initié à la Province de Benslimane par la société Chaabi Lil Iskane, filiale du Groupe Chaabi.

III. VOLET PROMOTION ET COMMUNICATION :

III.1. Événement majeur : organisation de la deuxième édition de la journée économique de la Région Chaouia-Ouadigha

Fidèle à sa mission d'interlocuteur unique dans le domaine de l'investissement et de la création d'entreprises d'une part, et la promotion de la Région et de ses potentialités économiques d'autre part, le Centre Régional d'Investissement a organisé le 10 Juillet 2007, la deuxième édition de la journée économique, autour du thème « La Région Chaouia-Ouadigha et le Programme Emergence ».

Considérée comme la plus grande manifestation d'actualité économique de la Région, cette édition a vu la participation de plusieurs opérateurs économiques nationaux et internationaux (plus de 200 entreprises). Cette journée s'est tenue sous la co-présidence de Monsieur le ministre de l'industrie, du commerce et de la mise à niveau de l'économie et Monsieur le Wali de la Région.

Parmi les objectifs assignés à cet événement économique, il importe de souligner particulièrement, le souci d'intégrer la Région Chaouia-Ouadigha dans le Programme Emergence. A ce titre, une convention de partenariat a été conclue avec le département de l'industrie, du commerce et de la mise à niveau de l'économie, visant le positionnement de la Région Chaouia-Ouadigha dans les programmes « Emergence » pour l'industrie et « Rawaj » pour le commerce intérieur.



Par ailleurs, trois autres conventions concernant la dépollution industrielle ont été signées, notamment entre la société « Tannerie Chaouia », la société « Sifitex » et la société « Pif Textiles », d'une part, et les partenaires régionaux en la matière, notamment la RADEEC, l'ONEP, l'Agence du bassin hydraulique, l'Inspection de l'aménagement de territoire, la municipalité de Settat et la municipalité de Berrechid, d'autre part.

Le programme de cette journée a été marqué lors de la matinée par les interventions suivantes :

- Allocution de bienvenue de Mr le Wali de la Région Chaouia Ouadigha ;
- Intervention de Mr le Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Mise à Niveau de l'Economie ;
- Intervention de M. Chraibi, vice-président à la CGEM ;
- Intervention de M. K.Tazi, Président de l'AMITH ;
- Intervention de M. Mohammed Chafiki, Directeur des études et des prévisions financières au Ministère des Finances et de la Privatisation ;
- Intervention de Mme Echihabi, Directeur de l'ANPME ;
- Intervention de M. Said Aqri, Directeur du CRI Chaouia Ouadigha.

L'après-midi a été réservée à cinq tables rondes présidées par le secteur privé, et organisées autour des thématiques suivantes :

Table ronde 1 : « secteur du textile : quel avenir ? »

Présidé par l'Amith, cet atelier a débattu des questions suivantes :

- L'offre marocaine : ses atouts et ses faiblesses ? ;
- Quelle stratégie à adopter pour éviter une nouvelle crise ? ;
- Quelles sont les mesures entreprises par le MICMANE pour accompagner le secteur ? ;
- Quel bilan peut-on dresser pour les entreprises de la région ?

Cet atelier a mis l'accent sur :

- la nécessité de développer un pôle de compétitivité dédié à ce secteur dans la Région, notamment pour la filière « amont » qui reste porteuse ;
- le rôle des ressources humaines qui restent le fer de lance qui pourra différencier la destination Maroc de ses principaux concurrents (Turquie, Tunisie, etc.).

Table Ronde 2 : « Industrie Agroalimentaire : Entre Compétitivité et mise à niveau »
Présidé par le Président de la Fédération nationale de l'Agro-industrie, Cet atelier a débattu des questions suivantes :

- Quelle politique de mise à niveau pour le secteur ?;
- Quel financement pour la branche agroalimentaire ? ;
- Les niches porteuses : traitement des ressources halieutiques et la transformation des céréales comme exemples.

Cet atelier a mis l'accent sur la nécessité :

- d'opérer un lien entre l'agriculture et l'agro-industrie allant ainsi vers une reconversion de la région. Les participants ont salué l'appel d'offre qu'entreprend la SODEA-SOGETA et qui pourra donner naissance à de grands projets agro-industriels ;
- de développer des cultures moins consommatrices d'eau et assurant le développement durable de la région ;
- d'encourager la recherche et développement.

Table ronde 3 : « Offshoring: l'Avènement d'une nouvelle ère »

Présidé par le Directeur de l'APEBI, cet atelier a débattu des questions suivantes :

- Offre marocaine : ses atouts et ses faiblesses ? ;
- Quel bilan peut-on dresser à nos jours ? ;
- La formation au service du développement : l'objectif 10.000 ingénieurs comme exemple ;
- La région Chaouia-Ouadigha : un hub potentiel d'offshoring.

Cet atelier a mis l'accent sur la nécessité de :

- capitaliser sur les expériences de ce secteur, en profitant de l'appui de l'Apebi ;
- décliner le contrat programme signé avec le Gouvernement sur plusieurs régions du Royaume ;
- identifier les spécificités de la région lui permettant ainsi de définir ses propres métiers offshorables susceptibles de drainer des investissements ;
- développer des partenariats autour du Casa shore s'inscrivant ainsi dans une logique de complémentarité ;
- adapter l'offre actuelle en matière de formation des ressources humaines aux exigences du marché.

Table Ronde 4 : « Industrie Automobile: Un Secteur à fort potentiel »

Présidé par la SOMACA, cet atelier a débattu des questions suivantes :

- Comparaison de l'offre du Maroc par rapport aux pays concurrents (Chine, Roumanie etc.) ;
- Les filières porteuses : câblage, assemblage etc. ;
- Témoignages des industriels de la région Chaouia-Ouadigha.

Cet atelier a mis l'accent sur la nécessité :

- la nécessité de traiter avec beaucoup de célérité les problèmes que rencontre le secteur en matière de transport et de formation des ressources humaines ;
- la nécessité de développer la logistique nécessaire susceptible de drainer de nouveaux investissements dans le secteur notamment pour les industries poids lourds.

Table Ronde 5 : « Industrie Chimique et parachimique : un secteur locomotive »

Présidé par le Président de la Fédération Nationale de la Chimie et para-chimie, cet atelier a débattu des questions suivantes :

- Situation du secteur à l'heure actuelle ?
- Quelle stratégie de développement pour le secteur à l'heure de la libéralisation ?
- Témoignages de quelques industriels: l'industrie du Ciment, l'industrie des phosphates ;
- Les potentialités de développement de la filière dans la région Chaouia-Ouardigha.

Cet atelier a mis l'accent sur la nécessité :

- de mettre en œuvre et dans les meilleurs délais, le parc industriel dédié à ce secteur ;
- d'aménager les infrastructures annexes et d'accompagnement, qui sont des critères qui impactent le cadre de vie ;
- d'identifier d'autres sites mobilisables et extensibles ;
- de prévoir des cellules de réflexion sur les besoins en formation, constituées des opérateurs économiques et des autorités locales.

Cette journée qui s'est étoffée d'une qualité remarquable des participants, a permis de repérer les aspects qui doivent être améliorés pour rendre la Région plus attractive aux yeux des investisseurs nationaux et internationaux. Ainsi, plusieurs recommandations ont été énoncées à l'issue de cet important événement, notamment :

- La nécessité pour la Région de mobiliser toutes ses potentialités locales et tous ses acteurs économiques en vue d'assurer son développement économique et social en capitalisant sur les politiques sectorielles mises en place par les pouvoirs publics et l'INDH ;
- L'intégration de la Région dans le programme « Emergence » constitue une opportunité à saisir par les acteurs économiques nationaux et internationaux pour explorer et exploiter les potentialités de la Chaouia-Ouardigha en tant que terre d'accueil des investissements porteurs de grande valeur ajoutée ;
- La nécessité pour le secteur privé de la région, notamment les PME-PMI de recourir davantage aux instruments de mise à niveau mis en place par les pouvoirs publics par le biais de l'ANPME ;
- La nécessité pour les pouvoirs publics de faciliter l'accès au foncier en rendant disponible les réserves foncières soumises aux régimes particuliers (Terrains domaniaux et collectifs) ;
- La nécessité de capitaliser sur un patrimoine foncier mobilisable en vue de développer des pôles de compétitivité et de croissance au niveau des trois provinces de la Région ;
- La nécessité de poursuivre la politique d'aménagement du territoire en ouvrant de nouveaux espaces de croissance dédiés à des activités économiques et urbanistiques ;
- La nécessité d'aménager de nouveaux espaces industriels dédiés à des secteurs de forte valeur ajoutée (Parc industriel pour la chimie et parachimie, etc.) ;
- La définition d'une politique de formation régionale en terme de qualité et quantité, répondant aux besoins des investisseurs à travers un diagnostic réel des potentialités de la Région ;
- Le renforcement de la gouvernance territoriale par la mise en place de système d'information performant susceptible de contribuer au développement local ;
- La nécessité de mettre en place un système d'évaluation permettant de mesurer les conséquences opérationnelles des actions engagées ;

- La nécessité de doter la Région d'amples prérogatives dans le cadre de réformes institutionnelles pour le renforcement du processus déconcentration/décentralisation ;
- La nécessité de mettre la fiscalité au service de l'investissement ;
- L'amélioration du cadre de vie en vue d'améliorer l'attractivité de la Région.

III.2. Salons et foires :

Conscient de l'importance et des avantages multiples des foires et des salons comme moyens de marketing et de communication sur l'image de la Région, le Centre Régional d'Investissement de la Région Chaouia-Ouardigha a pu couvrir plusieurs manifestations au niveau national et international dont les principaux sont les suivants :

Date de l'événement	Intitulé de l'événement	Durée	Objectifs
27 février 2007	Maroc Hexagone : Destination Lyon-Grenoble	5 jours	Promotion des relations économiques avec la France et des potentialités de la Région Chaouia-Ouardigha
21 mars	Mission en Chine	15 jours	Promotion des relations économiques entre le Maroc et la Chine dans le cadre de la coopération sino-marocaine, notamment en matière de gestion économique du modèle chinois
27 mars 2007	Mission à Grenade	3 jours	Promotion des relations économiques avec l'Espagne
5 avril 2007	Forum des étudiants "JOB Fair" de l'Akawayn University à Ifrane	2 jours	Repérer des candidats pour un éventuel recrutement
19 avril 2007	Foire internationale de l'Agriculture « SIAGRIM » à Mekhnès	7 jours	Contact avec des investisseurs dans le domaine agricole et agroindustriel
10 mai 2007	Salon International « Cosmo Pharma » en Italie	5 jours	Promotion des opportunités d'investissement de la Région auprès de promoteurs italiens, notamment dans le secteur pharmaceutique et parapharmaceutique
29 mai 2007	Maroc Hexagone : Destination Marseille	3 jours	Promotion des relations économiques avec la France et des potentialités de la Région Chaouia-Ouardigha
18 octobre 2007	Maroc Hexagone : Destination Toulouse	1 jour	Consolidation des relations économiques avec la Région des Midi-Pyrénées et Promotion des potentialités régionales de la Chaouia-Ouardigha
8 novembre 2007	Salon « Entreprendre & Investir : le défi de la pérennité de l'entreprise » à Casablanca	3 jours	Promotion des potentialités d'investissement et prospection d'investisseurs potentiels
16 novembre 2007	2 ^{ème} symposium économique sur l'investissement socialement responsable au Maroc à Genève	2 jours	Promotion des potentialités d'investissement et gratification d'un prix de mérite pour la société Holcim, imminent investisseur de la Région
10 décembre 2007	Mission à Turin	2 jours	Signature d'une convention entre la Région Chaouia-Ouardigha et la Région de Turin visant à promouvoir la création d'entreprises par immigrants marocains originaires de la Province de Khouribga et résidant au Piémont
29 et 30 novembre	Conférence Nationale "Doing Business" au Maroc : les meilleures pratiques régionales, Rabat	2 jours	Présentation des résultats de l'enquête menée par la Banque Mondiale et l'USAID et portant sur la facilité de création d'entreprises sur sept régions pilotes. Le CRI de la Chaouia-Ouardigha est classé parmi les leaders en la matière
13 et 14 décembre 2007	Les intégrales de l'investissement à Skhirates	2 jours	Promotion des potentialités d'investissement dans la Région et prospection d'investisseurs potentiels

III.3. Coopération et partenariat :

Durant l'année 2007, le Centre Régional d'Investissement a procédé à la concrétisation des partenariats signés en 2006 avec les acteurs locaux à savoir :

- La convention avec la Fondation Banque Populaire pour la création d'entreprises, qui s'est concrétisée par l'organisation de plusieurs formations au profit de 38 porteurs de projets sélectionnés dans le cadre des appels à projets ;
- La convention de partenariat et de coopération avec la Faculté des Sciences et Techniques de l'Université Hassan 1^{er} concernant la mise en place d'un incubateur pour la création d'entreprises. Cette convention a été concrétisée par l'accompagnement de 38 étudiants et la finalisation de six projets susceptibles d'être financés ;
- L'organisation le 17 mai 2007 d'un séminaire intitulé « l'impact du micro crédit dans le développement économique » en collaboration avec la Chambre de Commerce Belgo-Luxembourgeoise au Maroc ;
- L'organisation le 10 août 2007 de la journée nationale des Marocains Résidents à l'Etranger, en collaboration avec le « Club des Investisseurs Marocains à l'Etranger ». Cette journée a été présidée par Monsieur le Wali, et a été marquée par l'octroi du prix de mérite aux meilleurs investisseurs de la Région.

En outre, la Région Chaouia-Ouadigha et le CRI ont procédé le 10 décembre 2007 à la signature d'une convention de partenariat avec la Confederazione Nazionale dell Artigiano et della Piccola (CNA) en Italie. Ledit projet vise à renforcer le développement local de la Région Chaouia-Ouadigha, et notamment de la Province de Khouribga, par le biais de la mobilisation des immigrés marocains qui résident actuellement au Piémont et qui sont intéressés par la promotion de nouvelles entreprises au Maroc, et ce dans le cadre de la consolidation des relations économiques entre les deux Pays.

III.4. Formation des ressources humaines :

Vu l'importance de la formation dans la mise à niveau des ressources humaines, le CRI de la Région Chaouia-Ouadigha a tenu un plan de formation diversifié au profit de ses cadres à travers notamment :

- Un module de formation en langue anglaise de 60 heures, qui a été assuré par le BPEC de Casablanca, finalisé au mois de mai 2007. Cette action a permis aux cadres d'améliorer leur niveau en matière de pratique des langues étrangères ;
- Un programme de formation, initié par l'administration centrale auprès de l'Université « Al Akhawayn », dont les thèmes sont les suivants :
 - o Fiscalité approfondie ;
 - o Droit des sociétés ;
 - o Urbanisme, immobilier et collectivités ;
 - o Gestion budgétaire ;
 - o Management et gestion des projets ;
 - o Communication ;
 - o Stratégie Marketing.
- Un module de formation en langue Espagnole de 60 heures a été lancé en faveur du personnel du CRI au mois de novembre 2007.

III.5. Conclusion générale :

Durant l'année 2007, le CRI a consolidé ses actions en matière de promotion de l'investissement en jouant un rôle actif dans la dynamique économique régionale aussi bien en matière de création d'entreprises qu'en matière d'accompagnement des projets d'investissement.

A ce titre, une enquête réalisée par un bureau d'étude américain mandaté par la Banque mondiale en collaboration avec l'USAID et l'organisme « Doing Business » sur le climat d'affaires dans cinq

Régions du Royaume, a permis à Settat en tant que chef lieu de la Région Chaouia-Ouadigha d'être à la tête des régions les plus attractives en matière de « facilité de faire des affaires » au Maroc. Ce classement révèle les efforts menés par l'ensemble des acteurs publics et privés dans le sens de la promotion de l'image de la région qui n'a pas profité suffisamment de sa proximité géographique vis-à-vis des grands centres de développement économique du Royaume. Aussi, des actions doivent être multipliées pour améliorer la qualité de vie au sein de la région en vue d'encourager la population à contribuer au développement économique et social des localités urbaines et rurales du territoire, et ce conformément à la vision stratégique 2015.

IV. SYSTEME D'INFORMATION :

Durant l'année 2007, le CRI a procédé à la restructuration de son système d'information de manière à permettre à l'ensemble des cadres de se familiariser avec l'utilisation des technologies de l'information, en vue d'accomplir leurs missions d'une manière efficace et rapide, avec le souci permanent d'apporter une meilleure satisfaction des clients (investisseurs et autres visiteurs).

IV.1 Restructuration du réseau mis en place :

La restructuration du réseau du CRI s'est traduite par l'accomplissement de plusieurs tâches dont notamment : la réorganisation des utilisateurs, la création d'une stratégie d'accès, l'organisation du partage des données, la mise en place d'un dispositif de sécurité pour le réseau Wifi et la mise en place d'une stratégie de groupes de travail par le recours aux stagiaires en vue de développer des bases de données de gestion du courrier, des dossiers d'investissement, des terrains et des visiteurs.

IV.2 Réalisation d'un schéma directeur du système d'information du CRI :

Après avoir procédé à l'élaboration en 2006 d'un schéma directeur du SI, le CRI a procédé à la concrétisation de quelques actions programmées dans ce schéma, dont notamment, l'acquisition d'une solution informatique pour le guichet relatif à la création de l'entreprise (E-CREA), la mise à niveau du système pour la mise en œuvre notamment de l'application concernant la gestion du guichet d'aide à l'investissement, élaborée dans le cadre du projet de manuel des procédures validé par une circulaire de la Primature. A ce titre, le CRI de la Région Chaouia-Ouadigha a été choisi comme site pilote pour expérimenter cette application.

Par ailleurs, et puisque Internet est le service le plus utilisé au centre régional d'investissement pour l'accès aux applications à distance avec les partenaires, la réponse à ce besoin s'est traduite par le déploiement d'une infrastructure réseau cohérente en termes de débit et du coût. Ainsi, la connexion Internet au CRI se fait désormais via l'ADSL qui offre une connexion à haut débit.

En outre, l'usage de la messagerie électronique au niveau du CRI se développe avec une grande rapidité. Ce processus a contribué significativement à la modernisation des pratiques de travail à ce niveau, et à l'amélioration des modes de relation avec le public. D'autant plus que cette stratégie évolue vers le sens de la généralisation de l'usage de la messagerie comme moyen d'échange entre services internes et avec les services extérieurs. Ainsi, tout le personnel du CRI possède actuellement des adresses Internet permettant de recevoir des messages du public, et aussi des adresses fonctionnelles autorisant les échanges institutionnels.

Et sachant que les coûts induits par l'installation en interne d'un serveur de messagerie pourraient rapidement devenir très importants, le CRI a adopté pour des soucis de gestion, la solution de la messagerie en mode hébergé chez Maroc Telecom, démarche pouvant lui permettre d'économiser jusqu'à 50% des frais afférents à cette opération.

V. PLAN D'ACTION STRATEGIQUE DU CRI :

Le CRI de la Région Chaouia-Ouadigha a mis en place un plan d'action stratégique pour l'année 2008. A travers ce plan d'action qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie de développement économique et social de la Région, le CRI vise en collaboration des différents intervenants, à anticiper une démarche réfléchie dans le sens de mieux concevoir et préparer le contexte adéquat, quant aux aspirations des acteurs économiques de la région, à tirer profit des opportunités offertes par les programmes volontaristes du gouvernement, notamment le programme « Emergence » et le programme « Rawaj », ayant fait au cours de la journée économique organisée par le CRI en 2007, l'objet d'une convention visant la réalisation de l'étude du futur pôle de développement industriel et commercial de la région Chaouia-Ouadigha.

Sur le plan de la promotion de l'investissement, l'objectif est de pouvoir explorer et exploiter toutes les opportunités d'investissement de la Région en faisant d'elle, un espace attractif et compétitif en la matière. En ce sens, la Région a élaboré une offre territoriale impliquant l'ensemble des déterminants d'attractivité d'un territoire (Foncier, Formation, Infrastructure et équipement, qualité de vie etc..) en vue de répondre d'une manière proactive et efficace à la demande nationale et internationale en matière d'investissement.

A ce titre, plusieurs déterminants d'attractivité ont été pris en considération, en particulier la position géographique stratégique de la Région et sa proximité des grands pôles économiques. Et c'est ainsi que la recherche d'un positionnement marketing adéquat de la Région prévoit capitaliser sur le plan émergence pour dégager les avantages comparatifs et compétitifs de la Région dans le cadre d'une offre régionale adaptée à ce contexte, et ce en vue d'attirer des investissements de grande envergure dans les secteurs avérés porteurs par rapport aux nouveaux pôles de développement identifiés.

En ce sens, plusieurs sites mobilisables ont été programmés dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de développement économique et social de la région. Ainsi, pour l'industrie chimique et para-chimique, l'attention est portée sur le site de R'dadna Ouled Malek qui est en cours de mobilisation en partenariat avec la Fédération de la chimie et parachimie. Pour le secteur de l'automobile, le site de Bni Meniar et le site de Tamedrost. Pour l'industrie notamment agro-alimentaire, le site de Sahel-Soualem et le site de Lakhyayta. Pour le secteur de la logistique, le site de la Fiaset. Et pour la sous-traitance industrielle, le site de Khouribga.

Sur le plan de la promotion et de la communication, le CRI a programmé plusieurs démarches visant à poursuivre les actions de promotion de l'image de la région Chaouia-Ouadigha et ce à travers l'élaboration d'outils de communication, l'organisation de la 3^{ème} édition de la journée économique de la région, la participation à des rencontres et salons nationaux et internationaux, etc.

Par ailleurs, la volonté du CRI à œuvrer pour l'amélioration des conditions de travail du personnel et de la qualité des prestations fournies à ses clients, avec un meilleur cadre d'accueil et d'ouverture, place l'action visant la construction d'un nouveau siège du CRI parmi l'une de ses priorités dans le plan d'action établi pour l'année 2008.

Principales actions programmées dans le Plan d'Action Stratégique du CRI de la Région Chaouia-Ouadigha en 2008 :

- 1- Intégration de la Région dans le programme « Emergence » pour l'Industrie et « Rawaj » pour le commerce intérieur.
- 2- Lancement d'une campagne de promotion et de communication pour vendre les opportunités d'investissement de la Région auprès des investisseurs nationaux et internationaux.
- 3- Réalisation de la troisième édition de la « Journée économique de la RCO ».
- 4- Lancement de la deuxième enquête annuelle « Baromètre d'attractivité » du climat d'affaires au sein de la RCO.
- 5- Réalisation d'un bulletin d'information du CRI.
- 6- Construction du nouveau siège du CRI.
- 7- Poursuite du programme de formation du personnel du CRI.
- 8- Poursuite du programme de mise à niveau du système d'information.
- 9- Etude de positionnement de la Région dans les programmes « Emergence » pour l'Industrie et « Rawaj » pour le commerce intérieur.
- 10- Démarche de certification qualité du CRI et de ses deux guichets.
- 11- Réalisation du site Web du CRI.
- 12- Etude relative au suivi des projets d'investissement agréés par le CRI.

ANNEXES

Tableau n°1: Certificats négatifs accordés par nature juridique et par secteur d'activité au titre de l'année 2007

CRI de la Région Chaouia-Ouardigha

Nature juridique	Sociétés Anonymes (SA)	Sociétés à Responsabilité Limitée (SARL)	Sociétés en Nom Collectif (SNC)	Autres	Total Personnes Morales PM (1)	Personnes Physiques PP (2)	Total (1)+(2)
Secteur d'activité							
Industrie	1	23	1	0	25	4	29
Agriculture et pêche	0	11	0	0	11	2	13
BTP*	0	39	0	0	39	6	45
EM*	0	0	0	0	0	0	0
Tourisme	0	0	0	0	0	0	0
Artisanat	0	0	0	0	0	0	0
Commerce	0	53	0	0	53	26	79
Services divers	0	59	0	0	59	52	111
Total	1	185	1	0	187	90	277

*BTP: Bâtiments et Travaux Publics

*EM: Energies et Mines

Tableau n°2: Création d'entreprises par nature juridique et par secteur d'activité au titre de l'année 2007

CRI de la Région Chaouia-Ouardigha

Nature juridique	Sociétés Anonymes (SA)	Sociétés à Responsabilité Limitée (SARL)	Sociétés en Nom Collectif (SNC)	Autres	Total Personnes Morales PM (1)	Personnes Physiques PP (2)	Total (1)+(2)
Secteur d'activité							
Industrie	0	20	1	0	21	3	24
Agriculture et pêche	0	9	0	0	9	1	10
BTP*	0	47	1	0	48	6	54
EM*	0	2	0	0	2	1	3
Tourisme	0	0	0	0	0	0	0
Artisanat	0	0	0	0	0	0	0
Commerce	0	62	0	0	62	52	114
Services divers	1	72	0	0	73	53	126
Total	1	212	2	0	215	116	331

*BTP: Bâtiments et Travaux Publics

*EM: Energies et Mines

**Tableau n°3: Répartition des projets d'investissement ayant reçu l'avis favorable par secteur d'activité
et par nature de projet au titre de l'année 2007**

CRI de la Région Chaouia-Ouardigha

Catégories de projets	Investissement < 200 MDH				Investissement >= 200 MDH				Total 2007			
	Secteurs d'activité	Nombre de projets	Coût en MDH	Emplois prévus	Superficie occupée (m²)	Nombre de projets	Coût en MDH	Emplois prévus	Superficie occupée (m²)	Nombre de projets	Coût en MDH	Emplois prévus
Industrie (1)	128	1 256,74	5 306	1 896 195	6	3 556,90	2 260	1 242 179	134	4 813,64	7 566	3 138 374
Industrie du textile et cuir	15	68,66	1 123	32 774	1	322,90	150	3 338	16	391,56	1 273	36 112
Industrie agroalimentaire	22	346,31	1 300	830 996	0	0,00	0	0	22	346,31	1 300	830 996
Industrie du bois, papier et carton	9	179,66	607	160 373	0	0,00	0	0	9	179,66	607	160 373
Industrie métallique métallurgique et électrique	51	156,22	1 002	183 149	2	884,00	560	300 216	53	1 040,22	1 562	483 365
Industrie chimique et para chimique	31	505,89	1 274	688 903	3	2 350,00	1 550	938 625	34	2 855,89	2 824	1 627 528
Autres secteurs (2)	48	1 736	1 761	3 786 983	11	14 317	7 910	8 340 307	59	16 053	9 671	12 127 290
Bâtiment et travaux publics	20	1 128,06	902	2 171 525	2	1 092,76	1 240	482 060	22	2 220,82	2 142	2 653 585
Energie et mines	0	0,00	0	0	0	0,00	0	0	0	0,00	0	0
Tourisme	7	348,40	232	299 281	7	11 015,00	1 670	5 747 579	14	11 363,40	1 902	6 046 860
Commerce	6	84,17	209	49 946	0	0,00	0	0	6	84,17	209	49 946
Services divers	15	175,26	418	1 266 231	2	2 209,00	5 000	2 110 668	17	2 384,26	5 418	3 376 899
Total = (1)+(2)	176	2 992,63	7 067	5 683 178	17	17 873,66	10 170	9 582 486	193	20 866,29	17 237	15 265 664

**Tableau n°4: Montants en MDH des investissements relatifs aux projets ayant reçu l'avis favorable
par nationalité et par secteur d'activité au titre de l'année 2007**

CRI de la Région Chaouia-Ouardigha

<u>Secteur d'activité</u>	Industries de Transformation	BTP	EM	Tourisme	Artisanat	Commerce	Services Divers	Total
<u>Pays</u>								
Maroc	3 995,95	2 082,68	-	8 937,40	-	84,17	2 384,26	17 484,46
Espagne	622,90	138,14	-	2 164,00	-	-	-	2 925,04
Irak	-	-	-	259,00	-	-	-	259,00
Italie	85,00	-	-	-	-	-	-	85,00
Japon	70,00	-	-	-	-	-	-	70,00
Allemagne	37,80	-	-	-	-	-	-	37,80
Syrie/Turquie	10,00	-	-	-	-	-	-	10,00
France	-	-	-	3,00	-	-	-	3,00
Syrie	1,99	-	-	-	-	-	-	1,99
Total	4 823,64	2 220,82	-	11 363,40	-	84,17	2 384,26	20 876,29

MDH: millions de dirhams
BTP: Bâtiments et Travaux Publics
EM: Energie et Mines

